

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

F. 81 — 362

**26 FEVRIER 1981.** — Arrêté royal portant des mesures d'encouragement de l'économie de combustibles dans les secteurs de l'horticulture et de la pêche maritime.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1970-1980, notamment l'article 184;

Vu les accords du Comité ministériel de Coordination économique et sociale, donnés le 18 décembre 1980;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture, de Notre Ministre des Affaires Economiques et de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**CHAPITRE Ier**

*L'encouragement de l'économie de combustibles dans l'horticulture*

**Article 1er.** Le présent chapitre s'applique à la personne physique ou morale qui obtient de son exploitation horticole un revenu égal ou supérieur à 50 p.c. de son revenu global et qui consacre aux activités extérieures à l'exploitation horticole moins de 50 p.c. de la durée de son travail, ci-après dénommée horticulteur professionnel ou producteur professionnel.

**Section I. — Horticulture sous verre**

**Art. 2.** En vue de favoriser les investissements permettant l'adaptation des exploitations horticoles, une meilleure utilisation du matériel existant et l'emploi de techniques culturales plus économies en énergie, les horticulteurs professionnels qui exploitent des serres chauffées ayant consommé au minimum l'équivalent de 268 MJ par m<sup>2</sup> de superficie de serre et par an, peuvent obtenir une intervention exceptionnelle et unique sous forme d'avance.

L'avance se monte par m<sup>2</sup> de superficie de serre suivant les cultures chauffées à

Tomates : en combinaison ou pas avec une autre culture . . . . .	54 F/m <sup>2</sup> .
Autres légumes légèrement chauffés) . . . . .	28 F/m <sup>2</sup> .
Raisins . . . . .	40 F/m <sup>2</sup> .
Forcerie de fraisiers . . . . .	36 F/m <sup>2</sup> .
Plantes de serre . . . . .	75 F/m <sup>2</sup> .
Fleurs coupées . . . . .	56 F/m <sup>2</sup> .
Roses . . . . .	62 F/m <sup>2</sup> .
Oeillets . . . . .	35 F/m <sup>2</sup> .
Azalées, lauriers . . . . .	29 F/m <sup>2</sup> .
Bégonias, plantes de parterre . . . . .	41 F/m <sup>2</sup> .
Azalées et bégonias . . . . .	38 F/m <sup>2</sup> .
Autres cultures chauffées . . . . .	53 F/m <sup>2</sup> .

Les superficies prises en considération sont celles figurant au questionnaire, modèle I, du recensement agricole et horticole du 15 mai 1979 ainsi que les serres construites entre le 15 mai 1979 et 1981 et dont l'horticulteur professionnel a déclaré dans sa demande qu'elles sont chauffées avec indication des cultures ou des combinaisons de cultures exploitées sur ces superficies en 1981.

**Art. 3.** Cette avance est payée en deux tranches égales.

La première tranche est accordée immédiatement après demande de l'intéressé précisant la nature de la culture, la superficie en m<sup>2</sup> cultivée ainsi que la consommation en L/m<sup>2</sup> pour 1979. Celle-ci doit permettre l'adaptation des exploitation et l'utilisation de techniques culturales économisant l'énergie.

**MINISTERIE VAN LANDBOUW  
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

N. 81 — 362

**26 FEBRUARI 1981.** — Koninklijk besluit houdende maatregelen ter bevordering van de brandstofbesparing in de sectoren van de tuinbouw en de zeevisserij

BOUDEWYN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, namelijk artikel 184;

Gelet op de akkoorden van het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie, gegeven op 18 december 1980;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw, van Onze Minister van Economische Zaken en van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**HOOFDSTUK I**

*De bevordering van de brandstofbesparing in de tuinbouw*

**Artikel 1.** Dit hoofdstuk is van toepassing op de natuurlijke of rechtspersoon die uit zijn tuinbouwbedrijf een inkomen verkent van 50 pct. of meer van zijn globaal inkomen, en die aan werkzaamheden buiten het tuinbouwbedrijf minder dan 50 pct. van zijn totale arbeidsduur besteedt, hierna genoemd beroeps-tuinder of beroepsproducent.

**Afdeling I. — Tuinbouw onder glas**

**Art. 2.** Met het oog op het bevorderen van de investeringen die het mogelijk maken de tuinbouwbedrijven aan te passen, het bestaande materieel beter te benutten en teelttechnieken toe te passen die meer energiebesparend zijn, kunnen de beroeps-tuinanders die verwarmde serres in bedrijf hebben en die minstens het equivalent verbruiken van 268 MJ per m<sup>2</sup> serre oppervlakte en per jaar, een uitzonderlijke en eenmalige tussenkomst bekomen onder vorm van een voorschot.

Het voorschot bedraagt per m<sup>2</sup> serre oppervlakte en naargelang de verwarmde teelten :

Tomaten : al dan niet in combinatie met een andere teelt . . . . .	54 F/m <sup>2</sup> .
Andere groenten (licht gestookt) . . . . .	28 F/m <sup>2</sup> .
Druiven . . . . .	40 F/m <sup>2</sup> .
Forcerie aardbeien . . . . .	36 F/m <sup>2</sup> .
Kasplanten . . . . .	75 F/m <sup>2</sup> .
Snijbloemen . . . . .	56 F/m <sup>2</sup> .
Rozem . . . . .	62 F/m <sup>2</sup> .
Anjers . . . . .	35 F/m <sup>2</sup> .
Azalea's, laurier . . . . .	29 F/m <sup>2</sup> .
Begonia's, perkplanten . . . . .	41 F/m <sup>2</sup> .
Azalea's en begonia's . . . . .	38 F/m <sup>2</sup> .
Andere verwarmde teelten . . . . .	53 F/m <sup>2</sup> .

De in aanmerking genomen oppervlakten zijn deze die werden vermeld op het vragenformulier model 1, van de land- en tuinbouwstelling van 15 mei 1979 evenals de serres gebouwd tussen 15 mei 1979 en 1981 en waarvan de beroeps-tuinder in zijn aanvraag verklaart dat zij verwarmd worden met de aanduiding van de in 1981 op deze oppervlakten bedreven teelten of teeltcombinaties.

**Art. 3.** Dit voorschot wordt in twee gelijke uitbetaald.

De eerste schijf wordt toegekend na aanvraag van de belanghebbende waarin de aard van de teel, de betrokken oppervlakte in m<sup>2</sup> en het verbruik in L/m<sup>2</sup> voor 1979 wordt aangegeven. Zij moet dienen om de bedrijven aan te passen en energiebesparende teelttechnieken toe te passen.

La deuxième tranche est allouée après l'introduction d'une demande d'intervention pour des investissements permettant d'économiser de l'énergie à réaliser ou réalisés après le premier janvier 1980.

**Art. 4.** Le montant de l'avance doit être remboursé à l'issue d'un délai de dix-huit mois à dater de la date du paiement:

§ 1. La première tranche ne doit pas être remboursée si le bénéficiaire peut prouver que sa consommation, en 1981, est inférieure exprimé en équivalent-gasoil, à :

Tomates en combinaison ou pas avec une autre culture . . . . .	50 l/m <sup>2</sup> .
Autres légumes (légèrement chauffés) . . . . .	25 l/m <sup>2</sup> .
Raisins . . . . .	36 l/m <sup>2</sup> .
Forcerie fraisiers . . . . .	33 l/m <sup>2</sup> .
Plantes de serre . . . . .	70 l/m <sup>2</sup> .
Fleurs à couper . . . . .	50 l/m <sup>2</sup> .
Roses . . . . .	55 l/m <sup>2</sup> .
Oeillets . . . . .	32 l/m <sup>2</sup> .
Azalées, lauriers . . . . .	25 l/m <sup>2</sup> .
Bégonia, plantes de parterre . . . . .	35 l/m <sup>2</sup> .
Azalées et bégonia . . . . .	34 l/m <sup>2</sup> .
Autres cultures chauffées . . . . .	50 l/m <sup>2</sup> .

Le Ministre de l'Agriculture peut par décision motivée accorder une dérogation si des cultures ou des combinaisons de cultures spéciales nécessitent l'utilisation de combustibles supérieure aux maxima précités. En cas de circonstances climatiques exceptionnelles le Ministre de l'Agriculture peut également accorder cette dérogation. Il fixe dans les deux cas le montant de l'intervention.

§ 2. La transformation de la deuxième tranche de l'avance en subvention interviendra sur production, par le bénéficiaire, de la preuve qu'il a effectué les investissements d'un montant au moins égal à trois fois le montant de cette tranche pour des investissements tels que :

— le placement dans les serres d'appareils automatiques de climatisation et de réglage des chaudières, avec un maximum de 400 000 F par exploitation;

— le placement dans les systèmes de chauffage de condenseurs de gaz de fumée, de récupérateurs, d'échangeurs de chaleur et de chauffage localisés;

— le déplacement des tuyauteries;

— la réorganisation de la structure interne de l'exploitation comme l'utilisation de tablettes roulantes et l'hydroculture;

— l'isolation des chaufferies, des chaudières, des gouttières, des charpentes métalliques, de tuyaux et des parois;

— l'installation d'écrans thermiques;

— la transformation des installations de chauffage existantes en installations utilisant du charbon, du gaz ou en installation polyvalente;

— le placement d'installations permettant l'utilisation d'énergies existantes telles la géothermie, les eaux de refroidissement de l'industrie ou de centrales électriques ou de la chaleur produite par des usines d'incinération des ordures;

— le placement d'un vitrage économisant de l'énergie;

— la construction de nouvelles serres économisant de l'énergie, pour autant que de vieilles serres de même superficie n'aient été démolies;

— la construction de centrales thermiques communes à plusieurs exploitations et l'installation de pompes à chaleur.

Si au 1er juillet 1981 l'exploitation a cessé et si les serres ont été démolies cette tranche ne doit pas être remboursée.

Si les investissements n'atteignent pas le montant prévu pour sa transformation en subvention, le remboursement se fera au prorata du montant des investissements non réalisés.

En cas de non-remboursement ou de remboursement partiel, le demandeur présente un dossier qui permettra à l'ingénieur horticole de l'Etat de vérifier le montant et la qualité des investissements.

De tweede schijf wordt toegekend na het indienen van een aanvraag voor tussenkomst aan energiebesparende investeringen uit te voeren of uitgevoerd na 1 januari 1980.

**Art. 4.** Het bedrag van het voorschot moet na achttien maanden vanaf de datum van de betaling worden terugbetaald:

§ 1. De eerste schijf moet niet worden terugbetaald indien de rechthebbende aantoont dat zijn verbruik in 1981 uitgedrukt in stookolie-equivalent, lager is dan :

Tomaten, al dan niet in combinatie met een andere teelt . . . . .	50 l/m <sup>2</sup> .
Andere groenten (licht gestookt) . . . . .	25 l/m <sup>2</sup> .
Druiven . . . . .	36 l/m <sup>2</sup> .
Forcerie aardbeien . . . . .	33 l/m <sup>2</sup> .
Kasplanten . . . . .	70 l/m <sup>2</sup> .
Snijbloemen . . . . .	50 l/m <sup>2</sup> .
Rozem . . . . .	55 l/m <sup>2</sup> .
Anjers . . . . .	32 l/m <sup>2</sup> .
Azalea's, laurier . . . . .	25 l/m <sup>2</sup> .
Begonia's, perkplanten . . . . .	35 l/m <sup>2</sup> .
Azalea's en begonia's . . . . .	34 l/m <sup>2</sup> .
Andere verwarmde teelten . . . . .	50 l/m <sup>2</sup> .

De Minister van Landbouw kan bij een met redenen omklede beslissing een afwijking verlenen indien bijzondere teelten of teeltcombinaties een verbruik van brandstof vereisen dat hoger ligt dan de bovenvermelde maxima. Bij uitzonderlijke weersomstandigheden kan de Minister van Landbouw eveneens die afwijking toestaan. In beide gevallen stelt hij het bedrag van de tussenkomst vast.

§ 2. De tweede schijf van het voorschot wordt tot subsidie omgevormd nadat de begunstigde heeft bewezen dat hij investeringen heeft gedaan voor een waarde die ten minste gelijk is aan driemaal het bedrag van deze schijf voor investeringen zoals :

— het plaatsen van toestellen voor automatische klimaat- en ketelregeling, met een maximum van 400 000 F per bedrijf;

— het inbouwen in de verwarmingssystemen van inrichtingen voor het condenseren van de rookgassen, het terugwinnen en uitwisselen van warmte en het plaatselijk verwarmen;

— het verleggen van de leidingen;

— het reorganiseren van de interne structuur van het bedrijf, zoals het gebruik van roltabletten en hydrocultuur;

— het isoleren van de stookplaats, de ketels, de gotten, de metalen gebinten, de leidingen en de wanden;

— het installeren van thermische schermen;

— het ombouwen van de bestaande verwarmingsinstallaties in kolen-, gas- of polyvalente installaties;

— het plaatsen van inrichtingen die toelaten bestaande energie te gebruiken, zoals geothermie, koelwater van de industrie of elektrische centrales, of warmte uit afvalverbrandingsovens;

— het plaatsen van energiebesparende beglazing;

— het bouwen van nieuwe energiebesparende serres, voor zover eenzelfde oppervlakte aan oude serres werd afgebroken;

— het bouwen van gemeenschappelijke thermische centrales voor verschillende bedrijven, en installeren van warmtepompen.

Indien op 1 juli 1981 het bedrijf is stopgezet en de serres afgebroken zijn moet deze schijf niet worden terugbetaald.

Indien de investeringen niet hoog genoeg zijn om deze schijf in subsidie om te zetten zal de terugbetaling gebeuren in verhouding met het bedrag van de niet-gedane investeringen.

In geval van niet of gedeeltekeleke terugbetaling legt de aanvrager een dossier voor dat de rijkstuinbouwingenieur in de mogelijkheid stelt het bedrag en de kwaliteit van de investeringen na te gaan.

**Section II. — Witloof et champignons**

**Art. 5.** Les producteurs professionnels de witloof peuvent bénéficier d'une intervention de 20 p.c. sur tous les investissements permettant d'économiser l'énergie y compris la construction et l'équipement d'un hangar à witloof.

**Art. 6.** Les producteurs professionnels de champignons peuvent bénéficier d'une intervention de 20 p.c. sur le coût des investissements permettant des économies d'énergie telles que l'isolation des cellules, l'installation de pompe à chaleur ou la modification des méthodes culturales.

**Art. 7.** Pour être pris en considération pour l'octroi de l'intervention, l'investissement doit atteindre un minimum de 100 000 F; l'intervention maximale est limitée à un montant de 400 000 F par exploitation.

**Section III. — Dispositions générales**

**Art. 8. 1.** Seuls les investissements réalisés entre le 1er janvier 1980 et le 31 décembre 1981 sont pris en considération pour l'intervention.

**2.** La valeur isolante et l'efficacité des investissements réalisés sont appréciés dans un rapport motivé, par l'ingénieur horticole de l'Etat. Si l'appréciation de celui-ci est négative, le Ministre décide par un arrêté qui est également motivé.

**CHAPITRE II. — L'encouragement de l'économie de carburants dans la pêche maritime**

**Art. 9.** Une prime est accordée aux armateurs pour la pêche maritime qui, à titre d'exploitation exercent la pêche maritime au moyen d'un ou de plusieurs bateaux de pêche mentionnés à la « Liste officielle des bateaux belges de la pêche maritime » et pour lesquels un certificat de navigabilité peut être présenté et qui utilisent par heure de mer une quantité de carburant se situant en-dessous de la moyenne définie à l'article 11.

**Art. 10.** Cette prime sera calculée sur la différence entre la quantité de carburant réellement utilisée et la consommation moyenne définie à l'article 11, multipliée par le nombre d'heures de mer réalisé par le bateau en question pendant la période pour laquelle la prime est réclamée selon la procédure décrite à l'article 13 et ce à raison de 5 F par litre de carburant.

**Art. 11.** La consommation moyenne, mentionnée aux articles 9 et 10 est calculée soit suivant la fonction :  $\log y = 0,07073 + 0,8337 \log x$ , dans laquelle  $y$  représente la consommation de carburant par heure en mer et  $x$  le tonnage brut du bateau comme repris à la « Liste Officielle des bateaux de pêche belges », soit en divisant la quantité totale de carburant utilisée par le bateau pendant une période d'activité de douze mois précédant immédiatement le 1er janvier 1981, par le nombre d'heures de mer correspondant.

Lorsqu'il s'agit d'un bateau mis en service récemment, et pour lequel la consommation pendant la susdite période de douze mois ne peut être calculée, la comparaison sera faite sur la base de la consommation de bateaux de pêche comparables.

La preuve de cette économie en carburant incombe aux armateurs concernés.

**Art. 12.** Les quantités mentionnées à l'article 9 sont celles reprises aux acquis à caution (document douanier U.E.B.L. 133) pour ce qui concerne les achats au gasoil réalisés en Belgique, ainsi que celles mentionnées au livre de bord pour ce qui concerne les achats réalisés dans les ports étrangers.

**Art. 13.** Le paiement de la prime visée à l'article 9 se base sur une demande et une déclaration, qui tous les trois mois doivent être établies pour chaque bateau pris séparément. Cette demande et déclaration doit être signée par l'armateur en question qui y mentionne pour chaque fourniture séparément, la date de livraison, la quantité fournie et payée, le numéro et la date de la facture ainsi que la date de paiement et de liquidation.

**Art. 14.** La prime ne s'applique pas aux quantités dépassant 30 p.c. de la moyenne calculée suivant la fonction définie à l'article 11.

**Afdeling II. — Witloof en champignons**

**Art. 5.** De beroepsproducenten van witloof kunnen genieten van een tussenkomst van 20 pct. op alle energiebesparende investeringen, met inbegrip van de bouw en de inrichting van een witloofschuur.

**Art. 6.** De beroepschampignonkwekers kunnen genieten van een tussenkomst van 20 pct. op energiebesparende investeringen zoals de isolatie van de cellen, de installatie van een warmtepomp of de wijziging van teeltmethodes.

**Art. 7.** De minimum investering per bedrijf, die voor betrekking in aanmerking komt, bedraagt 100 000 F; de maximale tussenkomst is vastgesteld op 400 000 F per bedrijf.

**Afdeling III. — Algemene bepalingen**

**Art. 8. 1.** Enkel de investeringen uitgevoerd tussen 1 januari 1980 en 31 december 1981, komen voor tussenkomst in aanmerking.

**2.** De isolerende waarde en doeltreffendheid van de gedane investeringen worden beoordeeld door de Rijkstuinbouwingenieur in een met redenen omkleed verslag. In geval van negatieve beoordeling, beslist de Minister bij een eveneens met redenen omkleed besluit.

**HOOFDSTUK II****De bevordering van de brandstofbesparing in de zeevisserij**

**Art. 9.** Aan de reders der zeevisserij, die bedrijfsmatig de zeevisserij beoefenen met één of meer vissersvaartuigen, die vermeld worden in de « Officiële Lijst der Belgische Vissersvaartuigen » en waarvoor een geldig certificaat van deugdelijkheid van vissersvaartuigen kan worden voorgelegd, en die met ingang van 1 januari 1981, per zeeuur een hoeveelheid gasolie verbruiken die minder omvat dan het gemiddelde zoals omschreven in artikel 11, wordt een premie toegekend.

**Art. 10.** Deze premie wordt berekend op het verschil tussen de werkelijk verbruikte hoeveelheid en het gemiddelde verbruik zoals omschreven in artikel 11, vermenigvuldigd, met het aantal zeeuren van het betreffende vaartuig tijdens de periode waarvoor de premie moet aangevraagd volgens de procedure omschreven in artikel 13 a ratio van 5 F per liter brandstof.

**Art. 11.** Het gemiddeld verbruik zoals vermeld de artikelen 9 en 10 wordt berekend ofwel aan de hand van de functie :  $\log y = 0,07073 + 0,8337 \log x$ , waarin  $y$  het gasolieverbruik per zeeuur voorstelt, en  $x$  de bruto tonnemaat van het betreffende schip, zoals weergegeven in de « Officiële lijst der Belgische Vissersvaartuigen » ofwel als het totale verbruik aan gasolie van het betreffende schip gedurende een activiteitsperiode van 12 maanden onmiddellijk voorafgaande aan 1 januari 1981, gedeeld door het overeenstemmende aantal zeeuren.

Wanneer het gaat om een vaartuig dat omlangs in de vaart werd gebracht, en waarvoor het verbruik gedurende bedoelde periode van twaalf maanden niet kan worden berekend, zal de vergelijkende vermindering worden verricht op grond van het gemiddeld verbruik van vergelijkbare vissersvaartuigen.

Het bewijs van deze brandstofbesparing valt ten laste van de betrokken reders.

**Art. 12.** De hoeveelheid vermeld in artikel 9 is deze zoals opgenomen in de desbetreffende borgbrief (douane-document B.L.E.U. 133) wat betrifft de gasoil-aankopen in België, evenals de hoeveelheden vermeld in het logboek wat betrifft de gasoil-aankopen in vreemde havens.

**Art. 13.** De in artikel 9 bedoelde premie wordt uitgekeerd op basis van een aanvraag en een verklaring die, om de drie maanden, voor elk vaartuig afzonderlijk dient opgemaakt te worden. Deze aanvraag en verklaring wordt ondertekend door de betrokken reder, die per levering, vermeldt : de datum van de levering, de geleverde en betaalde hoeveelheid, nummer en datum van de faktuur en de datum van betaling en vereffening.

**Art. 14.** De premie kan slechts betrekking hebben op hoeveelheden die 30 pct. van het gemiddeld verbruik zoals berekend op basis van in artikel 11 bepaalde functie, niet overschrijden.

## CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 15.** Le Ministre de l'Agriculture fixe la procédure de l'introduction et du traitement des demandes ainsi que les modèles des formulaires.

**Art. 16.** Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées et constatées par les agents ingénieurs et inspecteurs du Ministère de l'Agriculture.

**Art. 17.** Les montants payés indûment sont recouvrés et augmentés d'un intérêt de 8 p.c., par an à partir de la date du paiement.

**Art. 18.** Les subsides, avances et interventions visés par le présent arrêté sont refusés aux demandeurs qui ont fait une déclaration dont il est reconnu, après vérification, qu'elle est fausse en tout ou en partie.

**Art. 19.** Notre Ministre de l'Agriculture et Notre Ministre des Affaires économiques sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 février 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,

A. LAVENS

Le Ministre des Affaires économiques,

W. CLAES

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 81 — 363

**13 FEVRIER 1981.** — Arrêté ministériel portant modification de l'arrêté ministériel du 7 octobre 1977 relatif au commerce des engrains et des amendements du sol

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu l'arrêté royal du 6 octobre 1977 relatif au commerce des engrains et des amendements du sol, notamment l'article 23;

Vu l'arrêté ministériel du 7 octobre 1977 relatif au commerce des engrains et des amendements du sol;

Vu la décision du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 4 mai 1979 concernant la méthode d'échantillonnage pour le contrôle des engrains, engrais calcaires, amendements organiques du sol et marchandises connexes;

Vu l'avavis du Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article unique.** L'annexe « Mode de prélèvement des échantillons » joint à l'arrêté ministériel du 7 octobre 1977 relatif au commerce des engrains et des amendements du sol, est remplacé par l'annexe « Mode de prélèvement des échantillons » joint au présent arrêté.

Bruxelles, le 13 février 1981.

A. LAVENS

## HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

**Art. 15.** De Minister van Landbouw stelt de procedure van de indiening en de afhandeling der aanvragen vast, evenals de modellen van de formulieren.

**Art. 16.** Onvermindert de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie wordt overtreding van dit besluit opgespoord en vastgesteld door de ambtenaren ingenieurs en inspecteurs van het Ministerie van Landbouw.

**Art. 17.** De ten onrechte uitgekeerde bedragen worden teruggevorderd en vermeerderd met een intrest van 8 pct., per jaar, vanaf de datum van uitbetaling.

**Art. 18.** De in dit besluit bedoelde toelagen, voorschotten en tussenkomsten worden geweigerd aan de aanvragers die een verklaring hebben gedaan welke na onderzoek geheel of gedeeltelijk vals in bevonden.

**Art. 19.** Onze Minister van Landbouw en Onze Minister van Economische Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 februari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,

A. LAVENS

De Minister van Economische Zaken,

W. CLAES

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 81 — 363

**13 FEBRUARI 1981.** — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 7 oktober 1977 betreffende de handel in meststoffen en bodemverbeterende middelen

De Minister van Landbouw,

Gelet op het koninklijk besluit van 6 oktober 1977 betreffende de handel in meststoffen en bodemverbeterende middelen, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 oktober 1977 betreffende de handel in meststoffen en bodemverbeterende middelen;

Gelet op de beschikking van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie van 4 mei 1979 inzake de bemonsteringsmethode voor de controle van meststoffen, kalkmeststoffen, organische bodemverbeterende middelen en aanverwante waren;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

**Enig artikel.** De bijlage « Bemonsteringsmethode », gevoegd aan het ministerieel besluit van 7 oktober 1977 betreffende de handel in meststoffen en bodemverbeterende middelen, wordt vervangen door de bijlage « Bemonstering » aan dit besluit gehecht.

Brussel, 13 februari 1981.

A. LAVENS